

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, quand je me suis rendu au Yukon, j'ai eu l'occasion de parler non seulement avec des gens de Faro, mais plus généralement avec des citoyens du Yukon. La réouverture de cette mine, dans des conditions assurant sa rentabilité à long terme, est vitale pour l'économie du Yukon et pour les habitants de Faro.

J'ai discuté avec M. Lassonde, avec des représentants du gouvernement du Yukon et avec la population de Faro. Ils m'ont demandé si j'étais disposé à faciliter une solution permettant d'assurer la survie de la mine à long terme grâce au secteur privé. C'est exactement ce que je fais et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé la collaboration de M. Lassonde. Je n'ai pas l'intention de préjuger des propositions de M. Lassonde, et je n'ai pas non plus l'intention de me soustraire à mes responsabilités envers la population de Faro et celle du Yukon, lesquelles consistent à faire ce qu'ils m'ont demandé, c'est-à-dire à trouver une solution à long terme en faisant intervenir le secteur privé.

Le député sait parfaitement que cette mine est à vendre depuis un certain temps et qu'aucun acheteur ne s'est présenté. Ce n'est pas un mince problème. Néanmoins, le gouvernement a la ferme intention de faire le maximum pour répondre aux souhaits des habitants de Faro et du Yukon.

* * *

LA RECHERCHE

L'ANNULATION DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LES TECHNIQUES DE FABRICATION DE WINNIPEG

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Il sait probablement qu'un cadre supérieur du Conseil national de recherches a dit aujourd'hui que la suppression du centre de recherche sur les techniques de fabrication de Winnipeg serait un coup dur pour la recherche industrielle. Par ailleurs, c'eût été un centre unique au Canada et il aurait eu des retombées industrielles importantes pour la province du Manitoba. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Expansion industrielle régionale a déclaré par ailleurs que c'était un important stimulant pour la croissance...

M. le Président: J'interromps le député à mon vif regret, mais les préambules et les réponses deviennent de plus en plus longs. Je demande à tout le monde de ne pas oublier qu'il s'agit de la période des questions, qui sert à poser des questions et à donner des réponses.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Étant donné les nouvelles qui ont été révélées au sujet du rôle précieux et important que ce centre de recherche jouerait dans le développement industriel du Canada, le ministre est-il disposé à les examiner, à changer d'avis, à revenir sur sa décision et à consulter les habitants du Manitoba sur

la reprise de ce projet, pour favoriser la recherche industrielle et pour le bien de tous les Canadiens?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je suppose que tous les fonctionnaires fédéraux ont le droit d'avoir leurs opinions. La question du député ne tient pas compte du tout du défi que le ministre des Finances a lancé au pays ici même à la Chambre assemblée; il a demandé au secteur privé de s'engager bien plus activement dans la recherche, d'encourager beaucoup plus les investissements et l'innovation et de s'intéresser aux possibilités que la recherche offrirait à l'échelle internationale dans le scénario économique établi par mon collègue. Je signale en passant, qu'il est surprenant de constater que...

M. Broadbent: C'est une longue parenthèse.

M. le Président: Je vais interrompre le député. Sauf votre respect, je signale aux ministres et aux députés qui posent des questions que je ne peux pas maintenir une certaine discipline si les députés des deux côtés posent de longues questions et font de longues réponses. Je dois être juste. Je signale par conséquent au ministre que les parenthèses ne sont pas de mise ici.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE CONSULTATION

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, pouvons-nous déduire de la réponse du ministre que le gouvernement n'est plus disposé à coopérer d'une façon ou d'une autre avec le secteur privé pour stimuler la recherche industrielle? Le gouvernement supprime un centre que le secteur privé ne peut pas remplacer, le ministre le sait très bien. Il est disposé à ralentir le progrès dans le secteur vital de la robotique. Veut-il dire qu'il n'y aura absolument aucune consultation, contrairement à ce qu'a dit le ministre des Finances? Veut-il dire qu'il n'y aura pas de développement à Winnipeg? Est-ce là sa réponse?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Non, monsieur le Président. La réponse est non.

* * *

● (1440)

LES CHEMINS DE FER

LE PROJET DE SUPPRESSION DES FOURGONS DE QUEUE

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, avant de poser ma question, je tiens à féliciter le ministre des Transports pour sa nomination importante et manifestement méritée.

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: J'ai bien l'intention de l'aider à mettre en œuvre toutes les déclarations de principe et les promesses qu'il a faites au comité des transports et ailleurs.